



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 10/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visites d'inspection du 30/05 et du 10/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LOCACIL (ex ECOMIX)**

122 route de Mulhouse  
68540 Feldkirch

Références : 0006702338\_2024\_05\_30\_Locacil\_ViDéchets  
Code AIOT : 0006702338

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées le 30/05/2024 et le 10/06/2024 dans l'établissement LOCACIL (ex ECOMIX) implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle a été réalisé à la suite de signalements relatifs à l'accumulation de déchets sur le site et à des envois de déchets plastiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOCACIL
- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorise des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Cessation d'activité	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Modification des installations	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	2 mois
5	Stockage	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 8.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Prévention des envols de poussière	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 8.3	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
7	Propreté	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
8	Rejets aqueux dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 2	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	7 jours
9	Prélèvement et consommation d'eau	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.1	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	0 jour
10	Rétention	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
12	Odeurs	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 23	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Observation
11	Déchets	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 10.2	-

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence de nombreuses non-conformités dont les principales sont :

- le non-respect des conditions d'entreposage, notamment pour ce qui concerne les dimensions des entreposages de déchets ;
- des pertes de déchets plastiques dans le milieu naturel par les eaux pluviales et par envol.

En outre, il apparaît que la situation administrative de l'installation n'est plus à jour et que les prescriptions ne sont plus adaptées aux activités.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :  2661.1a : 90 t/j (A) ; 2661.2a : 45 t/j (A) ; 2662.a : 2100 m3 (A) ;

2663.2b : 1150 m<sup>3</sup> (A) ;  
98 bis B2 : < 150 m<sup>3</sup> (D) ;  
95.3 : 90 t/j (D) ;

Annexe de l'article R511-9

2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> ; (E)
2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>. (D)

### Constats :

La situation indiquée dans la prescription précitée ne correspond plus à l'activité réalisée sur le site.

Dans le cadre d'un changement d'exploitant notifié par lettre du 24 janvier 2014, la société LOCACIL a sollicité le transfert à son bénéfice des activités relevant des rubriques suivantes :

- 2661.1a : 45 t/j (hors granulation et extrusion de pneumatiques) ;
- 2661.2a : 45 t/j ;
- 2662.a : 2100 m<sup>3</sup> ;
- 2663.2b : 1150 m<sup>3</sup> ;
- 2714 (ex 98 bis b2) : quantité non précisée ;
- 2791 (ex 95.3 broyage de pneumatiques) : 90 t/j.

Le rapport de l'inspection daté du 19 avril 2016 présente un état des stocks et apporte quelques éléments sur la situation administrative des installations :

- matières entrantes :
  - broyats de câbles : 0 m<sup>3</sup> ;
  - [...] ;
- matières sortantes :
  - PVC issu de la séparation : 0 m<sup>3</sup> ;
  - polyéthylène issu de la séparation : 25 m<sup>3</sup> ;
  - broyats de plastiques en mélange pour couche équestre : 2595 m<sup>3</sup>.

Total : 2620 m<sup>3</sup> pour 3250 autorisés par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2008.

Il ressort de ce rapport, que les broyats de plastique en mélange étaient classés sous les rubriques 2662 et 2663.

Le rapport de l'Inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> mars 2017 présente un état actualisé de la situation administrative à la date du contrôle du 08 février 2017 :

- 2661.1b : 45 t/j (E) ;
- 2661.2a : 45 t/j (E) ;
- 2662.2 : 2100 m<sup>3</sup> (E) ;
- 2663.2c : 1150 m<sup>3</sup> (D) ;
- 2714-2 : 950 m<sup>3</sup> (DC) ;
- 2711-2 : 600 m<sup>3</sup> (DC) ;
- 2713-2 : 600 m<sup>2</sup> (D) ;
- 2791-2 : 9,5 t/j (DC).

Le site comportait alors une activité de revalorisation de câbles électriques broyés ainsi que les anciennes activités d'Ecomix (hors granulation et extrusion de pneumatiques), c'est-à-dire du broyage et de la valorisation de pneumatiques usagés.

A l'issue de ce contrôle, considérant que l'incendie de 2009 avait conduit à une modification des activités réalisées sur le site et à une modification des conditions d'exploitation, il a été demandé à l'exploitant de déposer un plan de connaissance conformément aux dispositions de l'article

R181-46 du code de l'environnement.  
Aucun document n'a été communiqué à l'Inspection.

L'Inspection observe que le gérant a changé depuis ce contrôle (fin 2017).  
Les activités actuellement réalisées sur le site ne correspondent plus à ce classement. En effet, à la date du contrôle, les seules activités encore réalisées sur le site sont la valorisation de broyats de câbles électriques dans une installation de tri.  
Des broyats de câbles électriques sont livrés sur le site. Ces déchets font l'objet d'une opération de tri qui permet de séparer les PVC souples, les élastomères, les polyéthylènes et le Cuivre. Le Cuivre est revendu. Les déchets plastiques sont en grande majorité entreposés sur site, dans l'attente d'un traitement dans une installation qui reste à construire d'après le gérant. A ce jour, les déchets produits sont accumulés sur le site.  
Ces activités relèvent uniquement de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées. En effet, la *"note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets"* du 27 avril 2022 précise que les installations de tri sont définies par *"Installation recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à la séparation des différentes fractions élémentaires les composant, sans modifier leur composition physique, chimique de ces fractions élémentaires et sans toucher à leur intégrité physique. Par exemple la séparation manuelle des éléments plastiques et métalliques pour les DEEE, les opérations de centrifugation, de décantation, ou de filtration qui n'utilisent pas de substances ou préparations chimiques, sont des opérations de tri"*.  
Concernant la rubrique 2662, le site AIDA précise pour cette rubrique que *"La rubrique 2662 s'applique à tous les types de stockage de matières premières (fûts, bidons, silos, big bags, vrac par exemple) (<https://aida.ineris.fr/reglementation/note-dinterpretation-dpprsei-gv-238-171203-precision-relative-classement>)"*. Or, dans le cas présent, les matières concernées ont le statut de déchets.  
L'entreposage de déchets plastiques était historiquement réalisé sous les rubriques 2662 et 2663 au sein des installations. Ces rubriques ne paraissent toutefois plus adaptées au regard de la nomenclature des installations classées.  
Dans ce contexte, il peut être considéré que l'exploitant bénéficie de l'antériorité pour la rubrique 2714 pour les volumes régulièrement autorisés.

Lors du contrôle du 10 juin 2024, l'exploitant a indiqué que la quantité de déchets présente sur site est d'environ 2889 tonnes de polyéthylène, 9770 tonnes de PVC et 18642 tonnes d'élastomères, pour un total d'environ 25000 m<sup>3</sup>.  
L'Inspection émet toutefois des réserves sur le volume indiqué, considérant que dans une lettre d'octobre 2019, l'exploitant indiquait déjà que la quantité présente était de 25000 m<sup>3</sup>.

D'après les quantités de déchets présentes sur site, l'installation relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2714.  
Considérant que ces déchets étaient précédemment classés sous les rubriques 2662 sous le régime de l'enregistrement et 2663 sous le régime de la déclaration, il n'est pas considéré qu'il s'agit d'une situation irrégulière. Une actualisation de la situation administrative est toutefois nécessaire.  
Des prescriptions complémentaires seront proposées ultérieurement.

Les éléments relatifs au volume présent sur le site sont abordés dans les points de contrôle n° 3 et 4.

En outre, à la reprise du site par le nouveau gérant, l'arrêt d'une partie des activités n'a pas été notifiée (cf constat suivant).

Au regard de ce constat, le contrôle s'appuie notamment sur les prescriptions de l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non

dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il convient que l'exploitant réalise les démarches auprès du préfet pour faire valoir l'antériorité de la rubrique 2714 (art L513-1 et R513-1 du Code de l'Environnement), dans un délai d'un mois, et qu'il en communique une copie à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

## N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-46-25
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à l'arrêt de certaines installations
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article <a href="#">R. 512-75-1</a>, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article <a href="#">L. 512-7-6</a>, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté qu'un certain nombre d'installations mentionnées dans l'arrêté du 29 avril 2008 ne sont plus en activité, notamment pour ce qui concerne, en référence au rapport du 1<sup>er</sup> mars 2017 les rubriques 2661.1b, 2661.2a, 2711-2, 2713-2 et 2791-2.</p> <p>Pour les rubriques 2662.2 et 2663.2c, il est admis qu'elles correspondent à l'activité réalisée sous la rubrique 2714 (cf constat précédent).</p> <p>La notification prévue en cas de cessation d'activité n'a pas été réalisée pour les autres rubriques mentionnées ci-dessus, ce qui constitue une non-conformité.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant</b> <p>Il appartient à l'exploitant de notifier la cessation d'activité pour les installations à l'arrêt et de communiquer l'attestation prévue par la prescription précitée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 3 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Par lettre du 1 <sup>er</sup> octobre 2019, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet, en application de l'article L181-14 du code de l'environnement, une modification relative à l'augmentation du volume maximal de polymères susceptible d'être stocké sur le site de Feldkirch, le volume souhaité étant de 30 000 m <sup>3</sup> .  Dans sa lettre l'exploitant indique que l'augmentation résulte de la quantité de polymères stockés sur le site lors du rachat (4290 m <sup>3</sup> ) et de diverses difficultés rencontrées pour l'installation des équipements nécessaires à la valorisation des matières plastiques sortant du procédé de recyclage. Le stock sur le site est alors estimé à 25000 m <sup>3</sup> . L'exploitant sollicite ainsi l'augmentation de la quantité de polymères susceptible d'être entreposée sous la rubrique 2662 de 2100 m <sup>3</sup> à 30000 m <sup>3</sup> . Il indique que ce volume reste inférieur au seuil d'autorisation alors en vigueur (celui-ci a été supprimé par décret 2020-1169 du 14 septembre 2020), que ce stockage ne présente pas un accroissement significatif des dangers et inconvénients pour les intérêts protégés et qu'il ne nécessite pas de prescriptions complémentaires.  Cette demande n'a pas fait l'objet de suites de la part du Préfet du Haut-Rhin.  L'Inspection observe que le document présenté ne comporte aucun élément d'appréciation, notamment pour ce qui concerne l'organisation des stockages (alors que l'exploitant prévoyait d'augmenter la quantité de déchets stockés d'environ 15 fois), les mesures prévues pour limiter l'incidence des installations et la conformité aux prescriptions générales.  En outre, l'Inspection observe que, contrairement à ce qui est indiqué dans le document de l'exploitant, les conditions d'entreposage ne sont pas compatibles avec les conditions d'entreposage déterminées par l'arrêté du 29 avril 2008 (qui ne concerne que les poudrettes et granulats en big bag, les pneumatiques entiers usagés, les broyats de pneumatiques en vrac et du textile). De manière générale, cette demande de modification des conditions d'exploiter conduit à revoir intégralement les plans et données techniques ayant servi de référence à l'arrêté du 29 avril 2008, notamment pour ce qui concerne le dimensionnement des entreposages.  Dans ces conditions, il apparaît que la demande présentée par l'exploitant ne comporte pas tous les éléments d'appréciation, ce qui constitue une non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Condition d'entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
<b>Thème(s) :</b> Autre, Evaluation des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.)  
[...]

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres

#### **Constats :**

Il a été constaté qu'il n'existe aucun moyen d'évaluer les volumes entreposés au niveau des zones d'entreposage.

Les surfaces des principales zones d'entreposage de déchets sont (évaluation réalisée à partir des photos aériennes présentes sur geoportail) :

- environ 4650 m<sup>2</sup> pour l'entreposage situé au nord-est (élastomères et PVC souples) ;
- environ 1150 m<sup>2</sup> pour l'entreposage situé au nord-est de l'installation de tri (polyéthylène) ;
- la zone d'entreposage dédiée aux matières entrantes était presque vide au cours du contrôle.

Aucune habitation n'est présente à moins de 100 m des zones d'entreposage de déchets. La principale zone d'entreposage située dans la partie nord-est du site présente une hauteur largement supérieure à 6 mètres (voir photos en annexe).

Ce constat constitue une non-conformité.

Au cours du contrôle du 10 juin 2024, un registre des entrées de déchets a été présenté. Il apparaît que, depuis début 2024, 1566 tonnes de déchets ont été admis sur le site. En 2023, la quantité de déchets admise a été de 2666 tonnes. Or, d'après les éléments présentés, les principales sorties de matériaux relevées concernent le Cuivre (83,6 tonnes en 2024).

Pour le reste, à l'exception d'une fraction marginale de déchets plastiques qui a été valorisée en sols équestres (166 tonnes en 2023, rien en 2024), les déchets sont conservés sur le site dans l'attente de la construction d'une installation de transformation des déchets.

Ces conditions de fonctionnement conduisent à une accumulation de déchets non maîtrisée sur le site, les zones d'entreposage étant largement saturées.

L'examen des photos aériennes (cf photos en annexe) issues de GoogleEarth (2018 et 2023) met en évidence l'évolution très significative du stockage nord-est qui recouvre désormais une partie de la base des arbres.

Dans ces conditions, des mesures d'urgence sont proposées :

- suspension de l'entrée de nouveaux déchets dans les installations ;
- communication d'un programme d'évacuation des déchets à l'Inspection dans un délai de quinze jours. Il précisera notamment les exutoires prévus ;
- communication périodique d'un état d'avancement à l'Inspection ;
- réalisation d'un relevé des stocks de déchets présents sur site par un géomètre et communication du plan et des résultats dans un délai d'un mois ;
- l'évaluation des moyens d'extinction nécessaires en cas d'incendie et si nécessaire, la mise en œuvre de moyens complémentaires, ainsi que l'évaluation des moyens nécessaires au confinement des eaux en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 5 : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en oeuvre. [...]
<b>Constats :</b>  Il a été constaté qu'il n'existe pas de dispositions particulières pour prévenir les envols de poussières au niveau des zones d'entreposage. Des dépôts de particules plastiques sont observés dans la végétation à l'extérieur de l'installation (au nord notamment).  L'exploitant a indiqué projeter la mise en œuvre de filets anti-envol en périphérie de certaines zones de l'installation (à proximité de la zone de stockage des polyéthylène basse densité). L'exploitant envisage l'installation de dispositifs d'environ 2 mètres de hauteur. L'Inspection émet des réserves sur le caractère adapté de ces dispositifs au regard de la hauteur des entreposages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Prévention des envols de poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des envols de poussière
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; [...]
<b>Constats :</b>  Des dépôts de particules plastiques ont été observés à l'extérieur de l'installation, devant l'entrée du site sur la voirie, le trottoir d'accès et dans le caniveau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 7 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des envols de poussière
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...] L'ensemble du site doit être maintenu dans un bon état de propreté.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté des dépôts importants de broyats de plastiques dans les zones situées aux abords des installations de tri, sur les voies de circulation internes à l'établissement et sur les bordures de l'installation avec des débordements observés sur les terrains voisins, notamment celui situé au nord-ouest.</p> <p>Or, outre les problématiques d'envol, la présence d'une quantité importante de déchets plastiques au sol favorise leur entraînement dans le réseau d'eaux pluviales en cas de ruissellement important.</p> <p>Il a été constaté, le 10 juin 2024, qu'un nettoyage des installations a été engagé. Toutefois, des broyats de plastiques sont encore présents sur les voies de circulation, à proximité des installations de tri et des zones d'entreposage et dans les abords proches de l'installation, notamment sur les terrains voisins situés au nord-ouest.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de procéder au nettoyage des installations et de leurs abords.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 8 : Rejets aqueux dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux dans le milieu naturel
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP Complémentaire du 29/04/2008, article II  Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'aux dispositions suivantes.</p> <p>Article 2 de l'arrêté du 02 février 1998  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :  [...]  -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;  [...]  -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article I511-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours du contrôle du 30 mai, il a été constaté que des broyats plastiques présents au sol étaient entraînés dans les avaloirs d'eau pluviales par les écoulements d'eau (voir photos en annexe).  Il n'existe aucun dispositif permettant de retenir les déchets plastiques, voire d'autres substances issues du procédé (métaux par exemple), au niveau du réseau d'eaux pluviales.</p>

En outre, le circuit de réutilisation des eaux de procédé présentait d'importantes pertes d'eau qui s'écoulaient sur le sol avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales.

Des dépôts importants de particules plastiques ont été observés dans le ruisseau qui traverse le site au niveau de l'exutoire du réseau de collecte des eaux pluviales.

Au cours du contrôle du 10 juin 2024, les installations étaient à l'arrêt. L'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches avec un bureau d'études pour mettre en place des dispositifs adaptés. Il a également été constaté que les surfaces extérieures présentes des défauts d'étanchéité, permettant l'infiltration d'eaux de ruissellement (absence de joints entre certaines dalles du caniveau, dégradation de l'enrobé, ...).

Compte tenu de ce constat, il est proposé de prescrire à l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article L512-20 du code de l'environnement un diagnostic de l'environnement des installations (cours d'eau, terrains voisins) afin d'évaluer la pollution par les déchets plastiques, ainsi que la mise en œuvre des remèdes nécessaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre des dispositifs adaptés au niveau des eaux pluviales afin de prévenir tout rejet de déchets plastiques dans les eaux de ruissellement.

Un nettoyage du site contribuera également à réduire les risques d'entraînement des déchets plastiques dans le réseau d'eau pluviale.

Il appartient à l'exploitant d'assurer une conception de son circuit de réutilisation des eaux permettant de prévenir tout rejet dans l'environnement des eaux de procédé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 9 : Prélèvement et consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Le volume annuel d'eau en provenance du réseau d'eau public est de 2000 m<sup>3</sup>.  
Il existe également un puits de captage de 90 m<sup>3</sup>/h pour l'alimentation des canons à eau [...]. Les eaux prélevées servent à l'extinction et à l'humidification : [...].

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les volumes d'eaux rejetées.

**Constats :**

Au cours du contrôle du 30 mai 2024, l'origine de l'eau utilisée dans le procédé n'a pas pu être déterminée.

Un puits de captage était ouvert. L'exploitant a indiqué postérieurement que la pompe ne fonctionnait pas et que l'alimentation en eau est assurée par le réseau public.

L'exploitant a indiqué que le puits avait été utilisé pour le procédé, mais qu'il ne l'était plus depuis plusieurs années.

Au cours du contrôle du 10 juin 2024, l'exploitant a présenté les factures d'eau pour l'année 2023.

<p>La consommation d'eau issue du réseau public a été de 2725 m<sup>3</sup>. Les justificatifs antérieurs n'ont pas pu être présentés.</p> <p>De plus, à la date du 10 juin 2024, le compteur d'eau affichait un volume de 9075 m<sup>3</sup>, soit une consommation de 1253 m<sup>3</sup> depuis le début de l'année.</p> <p>Le volume d'eau consommé est supérieur au volume autorisé.</p> <p>Il a été constaté au cours du contrôle du 30 mai 2024, d'importantes fuites d'eau au niveau du circuit de recirculation des eaux (cf photos en annexe).</p> <p>En effet, en l'état ce circuit n'est pas intégralement fermé. Il comporte un écoulement au sol avant que l'eau rejoigne une fosse située à l'intérieur du bâtiment, puis une seconde fosse située à l'extérieur du bâtiment par débordement si la première est pleine.</p> <p>Les deux fosses étant pleines le jour du contrôle et le cheminement étant en partie obstrué par des broyats plastiques, une quantité importante d'eau était évacuée par un avaloir d'eaux pluviales avec entraînement de déchets plastiques.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Ce mode de fonctionnement conduisait à l'infiltration d'une quantité importante de déchets plastiques dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>Dans ces conditions, il est proposé des mesures d'urgence afin de limiter le gaspillage d'eau et l'entraînement de déchets plastiques dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>interdiction du fonctionnement de l'installation de tri par voie humide tant que le circuit des eaux ne fonctionnera pas en circuit fermé.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant communique l'ensemble des justificatifs relatifs à l'origine de l'eau utilisée, à son circuit des eaux et aux consommations d'eau au cours des cinq dernières années dans un délai d'une semaine.</p> <p>Pour la mise en conformité relative au volume d'eau consommé, l'exploitant peut soit respecter le volume prescrit, soit en solliciter la modification avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 0 jour</p>

#### N° 10 : Rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres</li> </ul>

<b>Constats :</b>  Il a été constaté, le 30 mai 2024, la présence de fûts de liquides dangereux dépourvus de rétention à proximité de l'installation de tri (cf photos en annexe).  Il a été constaté, le 10 juin 2024, l'absence de fûts à l'extérieur. Toutefois, il a été constaté la présence de nombreux fûts d'Adblue et d'huiles dans un local, sans qu'ils soient associés à une rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 11 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. [...]
<b>Constats :</b>  Il a été constaté, le 30 mai 2024, la présence de batteries usagées exposées aux intempéries à proximité de l'installation de tri.  Il a été constaté, le 10 juin 2024, que les batteries ont été évacuées. L'exploitant a remédié à la non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 12 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/04/2008, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique
<b>Constats :</b>  Des odeurs irritantes sont perceptibles à l'extérieur de l'installation au nord de la principale zone d'entreposage de déchets d'élastomères et de PVC souples, au niveau de la piste cyclable notamment.
<b>Demande à formuler à l'exploitant</b>

<p>Il convient que l'exploitant présente à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les justificatifs des actions mises en œuvre pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p> <p>L'exploitant présentera, dans le même délai, tous les éléments relatifs aux aspects sanitaires associés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### **Constat hors point de contrôle**

- Valorisation de déchets en sols équestres

Une partie des déchets plastiques est valorisée en sols équestres.

**Il convient que l'exploitant communique dans ce cadre, dans un délai d'un mois, tous les éléments justifiant de la conformité de cette pratique aux dispositions réglementaires applicables, notamment pour celles qui concernent les déchets.**

- Évacuation des boues de décantation de l'installation de tri

Il a été indiqué que les boues sont évacuées par la société ATIC. Toutefois, les bordereaux présentés ne comportaient pas l'installation de destination.

**Il convient que l'exploitant communique, dans un délai de quinze jours, les deux derniers bordereaux complétés.**